

Arguments pour la lutte sociale n° 16 du 5 octobre 2015

La chemise déchirée du DRH, un signe politique qui ne trompe pas

Le DRH d'Air France a eu la chemise déchirée. Manuels Valls et Alain Vidalies veulent des sanctions : violence inacceptable !

Alors, certes, la violence, c'est pas bien, mais qui sont les plus violents : les salariés dont certains ont déchiré la chemise du DRH, ou la direction avec son DRH qui ont décidé de licencier 1700 personnels au sol, 900 hôtes et stewards, 300 pilotes, et d'imposer « 10% de productivité supplémentaire » aux non licenciés, au personnel restant ? Franchement, qui est le plus violent ?

Il suffit de poser la question pour avoir la réponse. Mais le gouvernement Hollande-Valls, lui, a la réponse par avance : toujours il est avec les patrons, il veut frapper, frapper, frapper, et ose accuser le peuple de faire le jeu du Front National ! (et de plus, quand des patrons de la FNSEA dévastent des centres-villes, ça ne pose AUCUN problème si ce n'est aux fonctionnaires qui, eux, travaillent et doivent nettoyer !).

Comme à chaque fois que se produit un conflit social dans l'aviation, et celui-ci est majeur, les sirènes sont actionnées pour isoler les personnels de l'aviation civile et les présenter comme d'affreux privilégiés faisant un métier de feignant grassement payé et de tout repos : faire voler les avions !

Sauf que cette grève n'est absolument pas isolée si l'on regarde la situation réelle dans tout le pays. Les grèves « locales » et « sectorielles » s'accumulent et restent locales et sectorielles dans la mesure où, et seulement dans la mesure où, les organisations syndicales au niveau national ne cherchent pas leur unité et leur centralisation. Trois secteurs sont particulièrement concernés présentement : des entreprises de nettoyage, les égoutiers de la Ville de Paris, des entreprises en lutte contre de forts plans de licenciements comme Air France, Sanofi, Sidel (mise en bouteille, Seine-Maritime), etc. Et la Fonction publique territoriale, où s'annonce le pire des plans sociaux, avec mobilité contrainte à l'appui.

Alors la chemise arrachée du DRH ? Cet acte est vu avec sympathie par des millions, n'en doutons pas.

L'enjeu.

C'est une question politique que de débloquer la situation, en imposant, avant 2017, la défaite à ce gouvernement.

D'ores et déjà la masse des travailleurs s'apprête à refuser de voter de fait aux Régionales, qui ne sont rien d'autre que la mise en place de la réforme territoriale et de pouvoirs sans légitimité, exorbitants, pour imposer la loi du capital, ni plus ni moins.

Les progrès, en pourcentage mais pas en voix, et les résultats en découlant, du FN et de la droite, sont déjà utilisés par Hollande et Valls pour attaquer le Code

du travail, la fonction publique, et tous les droits et garanties formant un minimum de civilisation.

Ce n'est pas, à ce stade, le vote qui modifiera cette situation, mais la lutte sociale directe, qui devient la condition du débouché politique, et non l'inverse.

Indépendance et action contre accords PPCR et « dialogue social ».

Ce samedi 10 professeurs des collèges et défenseurs de la culture manifesteront en nombre à Paris, en direction du ministère. Généraliser, centraliser, c'est la voix qu'il faut prendre.

Mais elle exige l'indépendance envers patronat et gouvernement. Ce même gouvernement qui veut maintenant sévir contre des agents d'Air France menacés de perdre leurs emplois qui ont déchiré la chemise de leurs licenciés, et qui soutient les patrons pour faire travailler les jeunes pour rien, plonger les vieux dans la misère, casser le Code du Travail, a édicté, ce mercredi 30 septembre, l'« accord » « PPCR » (Parcours Professionnel Carrières et Rémunérations) dans la Fonction publique, alors que d'après ses propres règles sur le soi-disant « dialogue social » cet accord ne pouvait s'appliquer, une majorité d'organisations syndicales, en voix, ayant refusé de signer, avec la CGT, FO et Solidaires.

Valls fait son petit Bonaparte pour imposer le « dialogue social contraint », à l'image des institutions de la prétendue Union dite Européenne qui font revoter quand un résultat ne leur convient pas, ou qui nient son existence.

Dans la FSU, d'ores et déjà, de nombreuses sections départementales, y compris parmi celles qui avaient approuvé la signature du protocole, demandent que la FSU ne signe pas dans les conditions ainsi créées par Valls (Sarthe, Seine-Saint-Denis, Haute-Garonne, Aveyron, Alpes de Haute-Provence ...). Sauf que le soir même de la déclaration de Valls, sa direction publiait un communiqué qui, tout en trouvant que le « dialogue social » était bien éprouvé, maintenait la ligne de signature. Cette question n'a pas fini de travailler la FSU car on a compris maintenant, grâce à Valls, pourquoi il fallait absolument signer alors que ceci était minoritaire dans la FSU réelle, celle de ses instances et de ses militants. Entre indépendance syndicale et mobilisation, comme dans la manifestation de ce samedi, et intégration à l'État, comme avec cette signature, il faut choisir.

C'est en réalité un signe de faiblesse de Valls que sa décision d'imposer de force un accord rejeté, imposer de force l'intégration des syndicats à l'État, pour pouvoir casser les statuts de tous les travailleurs, fonctionnaires, salariés en CDI, pilotes, jeunes, précaires, stagiaires, chômeurs.

Au cœur de la réflexion politique des militants syndicaux et plus largement de tous les travailleurs, actifs, chômeurs, retraités, en formation.

Cette question de la volonté d'indépendance et de combat, va s'inscrire au cœur de la réflexion des militants syndicaux CGT, FSU et Solidaires qui, ensemble, vont tenter ça et là de donner à la journée d'action de ce jeudi 8 octobre le caractère d'une étape dans le regroupement de la classe des salariés contre le patronat et le gouvernement.

Au cœur de la réflexion et des batailles des militants des confédérations contre l'intégration aux institutions dites européennes via la CES qui vient de tenir son « congrès » (guillemets de rigueur !) et qui vont s'opposer ou s'étonner de la participation des uns et des autres au « sommet social » de mi-novembre.

Plus la situation va avancer, les attaques s'accumuler, plus la tension va monter, plus ces questions, qui sont les véritables questions politiques, infiniment plus proches de la vie réelle que les palinodies lamentables de la « constitution des listes de gauche aux élections régionales », vont conduire au débouché politique par l'action directe de classe, et par l'organisation pour y arriver.

Documents : des pas en avant politiques vers l'unité pour l'affrontement

Le meeting internationaliste contre l'Union Européenne, appelé, contre la volonté de la majorité de l'ancienne direction du POI (Parti Ouvrier Indépendant) et du CCI (Courant Communiste Internationaliste du POI) par la plupart des comités départementaux du POI de la région parisienne, le 26 septembre à l'Espace Charenton, a été un succès : près de 1000 participants. Nous reviendrons prochainement sur la portée politique de cette scission, nationale et internationale, en relation directe avec la lutte des classes. Il a lancé un appel disponible intégralement ici : <https://poi2besancon.wordpress.com/>

« -Nous, 1 000 travailleurs, jeunes, militants ouvriers, élus, réunis le 26 septembre 2015 à Paris, dans un meeting du Parti ouvrier indépendant (POI), avons entendu les militants ouvriers d'Allemagne, de Grande-Bretagne, de Grèce et d'Italie.

-Nous constatons : « Méemorandums » d'austérité en Grèce, « jobs à un euro » des lois Hartz en Allemagne, « contrats à zéro heure » en Angleterre, « Job Act » en Italie... partout, les plans de l'Union européenne visent à baisser le « coût du travail », à déréglementer les droits et à surexploiter la jeunesse.

-Il n'y aura pas d'issue pour les travailleurs et la démocratie sans la rupture avec l'Union européenne, sans en finir avec tous les plans anti-ouvriers dictés par les institutions de Bruxelles (Commission européenne, BCE) et le FMI, et tous les gouvernements, de droite comme de « gauche », qui s'en font les relais.

Meeting qui s'est conclu par l'appel :

Cette attaque destructrice appelle une seule réponse : le bloc uni des travailleurs et de leurs organisations, organisant la mobilisation par millions pour contraindre le gouvernement à reculer, autour d'une seule exigence : FMI, Union européenne, Medef, gouvernement Hollande-Valls :

Ne touchez pas au Code du travail ! C'est la seule voie pour imposer ce que veut la majorité. »

Autre courant présent dans le POI, l'UAS (Union des Anarcho-Syndicalistes) vient de publier un éditorial de Christophe Bitaux appelant le prochain Comité Confédéral National de FO, à « *redresser la barre* » en décidant de ne pas aller à la « *conférence sociale* », contrairement à ce qu'a déjà annoncé J.C. Mailly : www.uas-pelloutier.fr

Et à l'heure où nous écrivons ces lignes, il y a 12.557 signatures sur l'appel « [MACRON DEMISSION](#) » lancé notamment par Gérard Filoche.

Ouvrons à l'unité pour affronter et défaire le gouvernement Hollande-Valls avant 2017 !

* * *

L'impérialisme russe intervient massivement en Syrie : comme tous les autres, DEHORS !

Il ne date pas d'hier que l'impérialisme russe est présent et intervient en Syrie. Depuis quelques semaines il a pour ainsi dire officialisé son intervention en laissant filtrer la présence effective de troupes au sol, passant au stade supérieur après des années de soutien politique et militaire à Assad. Depuis quelques jours il a entrepris des bombardements aériens.

Les buts syriens de l'intervention.

Les puissances occidentales ont tout à la fois accepté de fait cette intervention, tout en faisant savoir qu'elle n'est manifestement pas dirigée contre Daesh. C'est là une évidence. Les frappes russes ont deux buts au niveau de la Syrie :

1°) permettre à la principale force contre-révolutionnaire de destruction et de torture, l'État syrien de Bachar el Assad, de reprendre le dessus,

2°) à défaut assurer la formation d'un réduit alaouite sous tutelle, hébergeant les bases russes de Tartous, en voie d'agrandissement, et la base sous-marine de Jableh. D'où les attaques contre les quartiers de Lattaquié habités de réfugiés sunnites ayant fui la destruction de leurs quartiers par B. El Assad, ou fui les islamistes, depuis Alep et Idlib.

Les attaques aériennes russes ont mis fin à une pratique que même l'aviation du régime appliquait : on l'entendait arriver et des alarmes sonnaient. Les bombardements russes ne préviennent pas et ont d'ores et déjà causé des dizaines de morts civils, ainsi que la destruction de ruines romaines à Kafr Nabl (Kafrandel), près d'Idlib.

A Inkhil, ville soulevée et libérée dans le gouvernorat de Deraa, au Sud de la Syrie, absolument pas en zone islamiste, l'aviation russe a bombardé la ville et la population a massivement manifesté, exigeant des batteries anti-aériennes comme de larges secteurs de l'opposition syrienne, auxquels la CIA les a toujours explicitement refusées, ce dont la félicite le site officiel en français des Affaires étrangères russe, Sputnik.

La cible principale de l'aviation russe a été jusque là le front al Nosra, issu d'al Qaïda, chronologiquement la première organisation fascisante islamiste à avoir été introduite en Syrie avec la complicité du régime d'Assad, pour prendre l'insurrection populaire en tenaille, avant Daesh.

Le choix de cette cible s'explique par le fait que la coalition dirigée par al Nosrah, « l'Armée de la conquête », aidée par l'Arabie saoudite, le Qatar et la Turquie, a effectivement arraché des gains militaires importants ce printemps contre l'armée du régime syrien gagnée par la panique et les désertions. Il s'explique ensuite par le fait qu'ainsi, la Russie peut dire qu'elle frappe des islamistes même s'il ne s'agit pas de Daesh.

Selon l'ancien candidat républicain battu par Obama en 2008, John Mc-Cain, porte-parole de l'aile impérialiste nord-américaine la plus interventionniste, des groupes armés et encadrés par la CIA auraient été bombardés. Tout cela ne change strictement rien à la nature politique des bombardements russes : une intervention impérialiste visant à renforcer Assad. Oser se réjouir que des bombes tombent sur al Qaïda ou sur des agents de la CIA, parce que ces bombes sont russes, revient à choisir l'un des camps impérialistes, et à appuyer la contre-révolution armée. Ces bombes sont aussi criminelles que les bombes US qui se sont abattues sur l'hôpital de Kunduz, en Afghanistan, y massacrant 12 employés de Médecins Sans Frontières et 7 patients, dont 3 enfants. (1)

(1) Le bruit a également couru sur le net d'une intervention ... chinoise, motivée par la présence prétendue d'islamistes ouïghours en Syrie, et a mis en transe la blogosphère stalino-fasciste, poutinienne ou soi-disant « communiste dure ». Cette rumeur provient des services russes et reflète, au-delà de la désinformation, leur propre fébrilité et leur propre inquiétude, en l'occurrence envers l'impérialisme chinois, plus puissant que le russe et nullement disposé à épouser ses causes ...

Les causes profondes de l'intervention.

L'intervention russe témoigne en fait de l'affaiblissement de l'impérialisme nord-américain et aussi, par un paradoxe qui n'est qu'apparent, de l'impérialisme russe lui-même.

L'affaiblissement de l'impérialisme nord-américain est la donnée lourde de toute la période historique ouverte en 2008, et a d'ailleurs pour l'une de ses causes majeures l'échec et le chaos causés par son hyper-interventionnisme des années Bush. Il n'a pu sauver ni Mubarak ni Morsi, obligeant d'autres forces contre-révolutionnaires à prendre les devants, comme l'Arabie saoudite au Yémen, ou la Russie en Syrie.

Mais si cette dernière intervient massivement, aujourd'hui, en Syrie, c'est aussi dans une logique de fuite en avant devant la crise intérieure, appauvrissant les plus larges masses, et devant l'échec patent de la tentative de déchirer toute l'Ukraine en établissant la « Novorussie ».

C'est la lutte des classes qui fait l'histoire, pas la géostratégie ; s'imaginer aujourd'hui que l'intervention russe ouvrirait la voie à la « résolution de la crise syrienne », amorçant la naissance d'un « monde multipolaire », est vraiment une stupidité de bas étage, que l'on peut lire ça et là sous la plume de gens, souvent souverainistes néo-gaulliens de droite ou de gauche, aussi nostalgiques de la pleine puissance de l'impérialisme français que M. MacCain l'est de celle de Washington. Il ne s'agit pas de monde multipolaire, mais de chaos impérialiste. (2)

Fort de l'incapacité des autres puissances impérialistes à résoudre la « crise syrienne », l'impérialisme russe intervient, non pour la résoudre car à lui aussi elle sert, mais pour pouvoir négocier ses positions au niveau global. C'est pourquoi il forme une coalition de fait avec les régimes iranien, irakien et syrien, contribuant, au même titre que les monarchies sunnites qui ont financé al Qaida puis Daesh, à tenter de dresser sunnites et chiïtes ou alaouites les uns contre les autres, pour tenter de mettre la guerre civile à la place de la révolution.

(2) De larges secteurs de la classe politique française exigent un rapprochement ouvert avec l'impérialisme russe, exerçant une pression peu à peu suivie d'effets sur F. Hollande et son gouvernement. Ils ont fait du ministre Fabius leur bête noire car il semble persister à avoir une ligne interventionniste « dure » en Syrie qui passe pour pro-américaine, alors qu'elle-même cherche, sans y arriver, à se substituer aux États-Unis pour restaurer les vieux intérêts néocoloniaux français. Dans ce concert auquel prennent part des « hommes de gauche » on cédera ici au plaisir de citer l'illustre Mme Morano : après avoir déclaré ce que l'on sait sur la « race blanche », elle s'est rendue à Moscou et a pondu la phrase que voici. Ce ne sont pas là les propos d'une marginale, c'est la ligne formulée tout haut de secteurs clefs de l'impérialisme français :

« Voila longtemps que moi-même je ne cessais d'appeler à une large coalition dont la Russie ferait partie. Les Américains ne font aucun effort pour essayer de trouver une solution au conflit. Poutine est devenu l'homme capable de sauver l'Europe du flux des migrants. »

Car face à la contre-révolution, la révolution est là ...

Oui, la révolution est là, et bien là, ce que tous nos « géo-stratèges » ignorent, s'interdisant ainsi de comprendre le cours des événements.

Elle est là dans le peuple syrien toujours insurgé à Alep, Homs, Deraa ou Inkhil.

Elle est là dans la lutte de tout le peuple kurde contre Daesh, contre l'État turc, et - n'en déplaise à la direction du PKK et du PYD qui dit croire que l'impérialisme russe va la protéger des Turcs et cherche le statu quo, voire pire, avec Assad - contre l'État syrien, lui aussi ennemi de la nation kurde.

Elle est là dans les manifestations de masse à Bagdad qui continuent depuis des mois, par centaines de milliers, refusant un État chiïte comme un État sunnite, refusant la corruption, refusant les milices religieuses, refusant les bombes américaines ou russes.

Elle est là dans l'explosion de tout le peuple libanais contre l'État inter-confessionnel.

Le jeu de l'impérialisme russe, c'est de tenter d'être l'agent n°2 de la contre-révolution, aujourd'hui, au Proche-Orient, et de se présenter ainsi en position de force envers Washington et les autres. Il ne s'agit pas de liquider les islamistes, ce

que seuls peuvent faire efficacement les forces émancipatrices des peuples, qui l'ont déjà prouvé dans le Kurdistan syrien.

Loin d'être la force qui va dégommer les islamistes, l'impérialisme russe va faire leur jeu comme l'URSS déjà l'avait fait en Afghanistan, comme en Tchétchénie où les nervis de Poutine au pouvoir avec Kadyrov appelaient voici quelques mois à des manifestations « anti-Charlie », et il permet d'ores et déjà à la propagande néo-apocalyptique de Daesh de se présenter comme en guerre contre toutes les facettes de l'Occident et du christianisme - mais certainement pas contre le capitalisme, car, chez Daesh aussi, les affaires sont les affaires ! ...

Négociations et petits bras de fer sur le dos des peuples.

Dans le court terme, cette intervention place Poutine au premier plan, d'autant qu'elle fut étroitement coordonnée avec une tournée mondiale à l'ONU, avec une rencontre au sommet avec Obama, et pour finir avec Hollande lors du sommet au « format normand » (France, Allemagne, Russie, Ukraine) de Paris.

Dans l'optique d'une négociation globale, l'annonce faite au même moment, d'un retrait de blindés à 15 km de la ligne de front par la « République populaire de Louhansk » et d'un retrait d'armes légères par la « République populaire de Donetsk », ainsi que l'accord vendredi 2 octobre à Paris sur un report des élections truquées prévues dans les deux « républiques », étaient les éléments prévisibles d'une offre de partage sur le dos de l'Ukraine, allant de pair avec l'intervention en Syrie.

Partage sur le dos de l'Ukraine car il s'agit de perpétuer la situation d'une occupation de fait du Donbass avec l'objectif, non plus de l'annexer et d'aller vers la Novorussie - à ce sujet l'impérialisme russe a essuyé une défaite devant la nation ukrainienne - mais d'en faire un abcès de fixation pour reprendre pied dans toute l'Ukraine. De plus, rien ne prouve que les « concessions » annoncées soient réelles : d'autres sources font état de l'installation d'armes de guerre terribles, des ogives thermobariques - à proximité de la ligne de front ...

L'incapacité du gouvernement oligarchique de Kiev à défendre le droit à la pleine indépendance de l'Ukraine et la disposition à passer des pactes d'alliance et de partage des impérialismes européens permettent en l'occurrence à Moscou de négocier avec eux pour tenter de neutraliser les effets de ses propres échecs, en utilisant son intervention syrienne pour ce faire.

Autrement dit, Poutine tente de geler la situation en Ukraine en jetant de l'huile sur le feu en Syrie. Il a été à bonne école : les méthodes de fuite en avant de George W. Bush junior ont trouvé un bon disciple. Les résultats de la « guerre contre le terrorisme » russe seront, proportionnellement, les mêmes. Que ceux de la « guerre contre le terrorisme » américaine. L'impérialisme russe, plus directement dépendant encore de sa composante militaire que l'impérialisme nord-américain, n'y trouvera qu'aggravation de sa crise. Soutenir la Russie, c'est-à-dire le peuple russe, passe par l'exigence de retrait de ses troupes de Syrie, d'Ukraine, ainsi que de Géorgie et de Moldavie.

Reconstruisons l'internationalisme véritable !

Ce vendredi 2 octobre, alors que Poutine se réunissait avec Hollande, Merkel et Poroshenko, des centaines de syriens, russes, ukrainiens et français ensemble manifestaient à Paris à proximité de l'Assemblée nationale.

A Moulins, une réunion publique pour la libération de Sentsov, Koltchenko et Afanassiev avec Hanna Perekhoda et Dan Gallin, se prononçait en faveur d'une manifestation nationale à l'ambassade russe.

A Strasbourg le surlendemain, des centaines de kurdes, turcs et halévis manifestaient contre la visite du président-dictateur-sultan Erdogan venu réunir sa clientèle pour parler, comme les dirigeants de Washington et du Kremlin, de la « lutte contre le terrorisme ».

Dans toutes ces initiatives, les « anti-impérialiste » traditionnels brillaient par leur absence.

C'est en réalité dans ces initiatives que commence à se tisser la résurrection de l'internationalisme en France !

Aider à faire connaître notre bulletin :

- Partagez en favori notre site: <https://aplutsoc.wordpress.com/>
- Utilisez la fonction **Suivre** offerte par Wordpress (bouton en bas à droite de l'écran)
- Utilisez la fonction **RSS** accessible dans la colonne de droite du site
- Faites tourner notre bulletin en PDF dans votre entourage
- Envoyez nous critiques et contributions auxquelles nous donnerons suite dans la mesure de nos ressources disponibles.